

## Wallonie

Ceci n'est pas  
une crise...

**LA FGTB WALLONNE DEMANDE "DU LONG TERME, SINON RIEN"! EN CLAIR, UNE RELANCE KEYNÉSIIENNE, DES SERVICES PUBLICS, EN FINIR AVEC LES RUSTINES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE FORMATION, EN PARTICULIER LA CHASSE AUX CHÔMEURS.**

**Thierry Bodson**

Secrétaire général de la FGTB wallonne

Expression surréaliste pour qualifier une situation qui l'est tout autant. Surréalistes les milliards d'euros publics débloqués au pied levé pour refinancer les banques sans condition. Surréalistes les parachutes dorés et le coût des intérêts notionnels. Surréaliste la tomate hollandaise vendue sur le marché de Dakar à un prix défiant toute concurrence. Surréalistes ces personnes sans-papiers renvoyées de force dans un charter après avoir travaillé deux ans sous contrat de travail belge. Surréalistes les quotas de CO<sub>2</sub> achetés aux pays en voie de développement ou ces pays du tiers-monde qui ont remboursé leur dette publique cent fois déjà et qui se retrouvent toujours plus endettés.

Surréaliste aussi cette chasse aux chômeurs en Wallonie, ce pacte des générations en plein sous-emploi des jeunes, ces heures supplémentaires presque moins chères que les heures de travail normales, ce tabou sur la réduction collective du temps de travail, le montant dérisoire d'une pension de retraite

après 45 ans de carrière, la montée en flèche d'une action en bourse quand la boîte licencie...

Surréaliste enfin, l'effet de surprise des experts face à l'ampleur du crash. Nous assistons au tragique mais tellement prévisible dénouement de 30 années de dérégulation à tous les étages, d'une financiarisation de l'économie et de l'apologie du libéralisme. Cette crise n'est ni un hasard, ni une malchance, et nous aurions tort de la tenir comme seule responsable du désastre car c'est le fonctionnement normal du capitalisme.

Est-il décent de faire payer au travailleur, à travers des coupes sombres dans les services publics et les politiques sociales, le plan d'austérité que l'on nous présente déjà comme inévitable? La réponse est évidemment non.

Pour la FGTB wallonne, fiscalité, réduction collective du temps de travail, services publics, salaires bruts et sécurité sociale restent les piliers de politiques progressistes capables de restaurer la confiance de la population et des travailleurs... pas celle du "marché".

**UNE RELANCE KEYNÉSIIENNE ET DES SERVICES PUBLICS FORTS POUR LA WALLONIE**

Sans angélisme, nous saluons la dynamique du plan Marshall et soutenons l'idée d'un plan 2.0. Cependant, les services publics doivent y trouver une place prioritaire et nous plaidons pour la création d'un nouveau pôle de compétitivité axé sur les économies d'énergie, le logement, la

construction et le développement durable. Pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages et réduire notre consommation, il serait plus juste d'établir une progressivité des tarifs de l'énergie. Afin d'obtenir l'adhésion des travailleurs (et de la population) au plan Marshall, nous demandons à ce que les organisations syndicales soient présentes dans chacun des pôles de compétitivité et, bien entendu, nous continuons à revendiquer le fait syndical dans les PME!

La caisse wallonne d'épargne et d'investissement est une initiative intéressante. Il faudra cependant veiller à ce que ses interventions soutiennent également le secteur non-marchand et les services publics. La SRIW, menacée de privatisation par le MR quelques mois avant la crise, a prouvé sa pertinence. Le gouvernement wallon doit en tenir compte et consolider ces outils publics, acteurs et partenaires fiables du développement économique de la région.

La FGTB wallonne insiste sur l'urgence d'une politique régionale de mobilité plurimodale, cohérente tant pour les marchandises que pour les personnes. Cela suppose un portefeuille ministériel unique lié à toutes les composantes du transport en Wallonie. Cette urgence est particulièrement pressante dans le domaine ferroviaire qui reste moins performant que dans les autres régions du pays.

**EMPLOI ET FORMATION: EN FINIR AVEC LES RUSTINES...**

L'accompagnement des chômeurs exige du temps et de la compé-

tence. La FGTB wallonne refuse le diktat de l'"employabilité" à tout prix et les logiques de rentabilité à court terme qui sont souvent de mise au Forem (actuellement, une seule heure de formation est comptabilisée comme un résultat positif dans le parcours d'insertion!). Le contact avec l'entreprise doit être un des moyens d'atteindre l'insertion dans l'emploi durable et non une fin en soi.

La formation en Wallonie doit renouer avec un niveau d'excellence et donc se détacher du contrôle de la disponibilité des chômeurs. Cette mesure fédérale vise l'exclusion des chômeurs de longue durée, pas la remise à l'emploi. Dans une région où l'on compte parfois 32 demandeurs d'emploi pour une seule offre, cela s'assimile bel et bien à une chasse aux chômeurs. Un des enjeux principaux pour la prochaine législature est de poser les jalons d'une politique de l'emploi cohérente et efficace. La FGTB wallonne tient à mettre l'accent sur une meilleure gestion des fonctions critiques, sur le développement de transports en commun dans les zones rurales et sur la réduction collective du temps de travail, avec embauche compensatoire et maintien du salaire.

En cas de restructuration et de licenciements collectifs, le risque est grand de voir les entreprises d'outplacement privées gagner du terrain. Le gouvernement devra imposer les cellules de reconversion actuelles afin de ne pas laisser les lois du marché supplanter un modèle efficace géré paritairement.

La Wallonie manque cruellement de



**THIERRY BODSON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FGTB WALLONNE**

structures collectives d'accueil des enfants. Nous demandons une régionalisation de la compétence de programmation de l'offre d'accueil afin de développer des structures publiques adéquates et de qualité. L'introduction de titres-services dans le domaine est exclue! Par ailleurs, l'amélioration de la situation des femmes sur le marché de l'emploi, leur participation accrue à la vie socio-économique et politique en Wallonie doit être une préoccupation majeure du futur gouvernement à travers les plans de relance qu'il entend promouvoir. Cela passe par la sanction des discriminations à l'embauche et une lutte quotidienne contre les stéréotypes (depuis l'école

#### **DU LONG TERME SINON RIEN!**

Le plus gros défi de la Wallonie reste de se voir appliquer un programme politique cohérent à long terme dans tous les domaines (économique, social, culturel, environnemental). Face à l'inévitable réforme institutionnelle, le gouvernement wallon se doit d'anticiper afin qu'aucune compétence ne soit transférée aux entités fédérées sans les moyens nécessaires. Toutes les pistes de réflexion doivent être ouvertes sur les leviers que la région devrait maîtriser pour mettre en œuvre son développement global. Convaincue que les meilleurs investissements à long terme sont l'enseignement et la formation, la FGTB wallonne appelle

à une profonde modification du système scolaire. Nous demandons la régionalisation de cette matière afin d'offrir aux Wallons et Wallonnes un enseignement adapté aux réalités économiques de leur région. Nous demandons un réseau unique, public, pluraliste et non marchandisé pour mieux lutter contre l'abandon scolaire, pour créer des classes et des écoles hétérogènes et pour se doter d'un enseignement qui réduit les inégalités sociales au lieu de les accroître. Un tronc commun jusqu'à 16 ans permettrait également de diminuer la relégation et l'échec car des options déterminantes seraient prises à un âge où l'on est davantage capable de faire des choix aussi cruciaux. Toutes les

filières doivent viser l'excellence et aucune d'entre elles ne doit être dévalorisée.

Plus d'État, plus d'égalité, plus de démocratie. C'est au regard de ces critères que nous jugerons si la boussole d'un parti nous propose un virage à gauche. La crise du libéralisme ne fera pas spontanément émerger les alternatives. Il faut les proposer, les défendre, les élire... ■